



Volume 9, numéro 3

24 octobre 2014

AU 31 JUILLET 2014

Faits saillants de juillet 2014

- En juillet, les revenus budgétaires totalisent 5,3 milliards de dollars, soit une hausse de 183 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Les revenus autonomes s'élèvent à 4,0 milliards de dollars, en hausse de 165 millions de dollars, alors que les transferts fédéraux atteignent 1,4 milliard de dollars, en hausse de 18 millions de dollars.
 - Les dépenses de programmes s'établissent à 4,9 milliards de dollars, en hausse de 8 millions de dollars par rapport à l'an dernier.
 - Le service de la dette se chiffre à 699 millions de dollars, soit une baisse de 4 millions de dollars comparativement à l'an passé.
 - Compte tenu du versement de 84 millions de dollars au Fonds des générations, le solde budgétaire mensuel au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire affiche un déficit de 32 millions de dollars pour juillet 2014.
- Sur la base des résultats cumulatifs au 31 juillet 2014, le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire est déficitaire de 1,3 milliard de dollars.

Sommaire des opérations budgétaires consolidées
(en millions de dollars)

(Données non vérifiées)

	Juillet		Avril à juillet			Budget 2014-2015	
	2013 ⁽¹⁾	2014	2013-2014 ⁽¹⁾	2014-2015	Variation %	2014-2015	Croissance prévue %
Revenus budgétaires							
Revenus autonomes	3 787	3 952	16 645	17 317	4,0	54 682	3,6
Transferts fédéraux	1 349	1 367	5 466	5 568	1,9	16 691	-0,1
Total	5 136	5 319	22 111	22 885	3,5	71 373	2,7
Dépenses budgétaires							
Dépenses de programmes	-4 886	-4 894	-21 626	-22 120	2,3	-65 704	1,8
Service de la dette	-703	-699	-2 720	-2 763	1,6	-8 583	1,7
Total	-5 589	-5 593	-24 346	-24 883	2,2	-74 287	1,8
Entités consolidées ⁽²⁾							
Organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux	323	262	559	723	—	636	—
Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	-17	-20	-34	-38	—	-72	—
Fonds des générations	102	84	329	363	—	1 301	—
Total	408	326	854	1 048	—	1 865	—
Surplus (Déficit) aux fins des comptes publics	-45	52	-1 381	-950	—	-1 049	—
Loi sur l'équilibre budgétaire							
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-102	-84	-329	-363	—	-1 301	—
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	-147	-32	-1 710	-1 313	—	-2 350	—

(1) Aux fins de comparaison, les dépenses de l'année 2013-2014 ont été redressées pour tenir compte des changements apportés par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science aux taux mensuels de répartition des dépenses de transfert pour les établissements privés, ainsi que de la prise en compte des résultats réels de l'ensemble des organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux.

(2) Le détail des opérations par type d'entité est présenté à la page 6 de ce rapport.



RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

■ Résultats cumulatifs au 31 juillet 2014

■ Solde budgétaire

Pour la période d'avril à juillet 2014, le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire est déficitaire de 1,3 milliard de dollars. Un déficit au cours des quatre premiers mois de l'année financière est conforme à la tendance historique. En effet, durant cette période, les dépenses sont généralement supérieures aux revenus puisque des sommes plus importantes sont utilisées par les ministères dans le cadre de leurs activités.

Pour l'ensemble de l'année financière 2014-2015, le budget du 4 juin 2014 prévoit un solde budgétaire déficitaire de 2,4 milliards de dollars.

■ Revenus budgétaires

Au 31 juillet 2014, les revenus budgétaires totalisent 22,9 milliards de dollars, soit 774 millions de dollars de plus qu'au 31 juillet 2013.

- Les revenus autonomes atteignent 17,3 milliards de dollars, soit 672 millions de dollars de plus que l'an dernier à pareille date.
- Les transferts fédéraux se chiffrent à 5,6 milliards de dollars, soit 102 millions de dollars de plus qu'au 31 juillet 2013.

■ Dépenses budgétaires

Depuis le début de l'exercice financier, les dépenses budgétaires totalisent 24,9 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 537 millions de dollars, soit de 2,2 %, par rapport à l'an dernier.

Pour l'exercice financier, les dépenses de programmes ont augmenté de 494 millions de dollars, soit de 2,3 %, pour atteindre 22,1 milliards de dollars. Les variations les plus importantes proviennent des missions Santé et services sociaux (299 millions de dollars) et Éducation et culture (175 millions de dollars).

Le service de la dette s'élève à 2,8 milliards de dollars, soit une hausse de 43 millions de dollars ou de 1,6 % par rapport à l'an dernier.

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

■ Entités consolidées

Au 31 juillet 2014, les résultats des entités consolidées affichent un excédent de 1,0 milliard de dollars. Ces résultats comprennent :

- un excédent de 723 millions de dollars pour les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux;
- des revenus de 363 millions de dollars dédiés au Fonds des générations;
- un déficit de 38 millions de dollars pour les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

■ Besoins financiers nets

Au 31 juillet 2014, les besoins financiers nets consolidés s'établissent à 4,5 milliards de dollars, soit 223 millions de dollars de plus que l'an dernier. Les besoins financiers nets reflètent le déficit budgétaire actuel ainsi que la variation, d'une année à l'autre, des encaissements et des décaissements effectués dans le cours des opérations du gouvernement.

Opérations budgétaires et financières consolidées (en millions de dollars)

(Données non vérifiées)

	Juillet			Avril à juillet		
	2013 ⁽¹⁾	2014	Variation	2013-2014 ⁽¹⁾	2014-2015	Variation
Revenus budgétaires						
Revenus autonomes	3 787	3 952	165	16 645	17 317	672
Transferts fédéraux	1 349	1 367	18	5 466	5 568	102
Total	5 136	5 319	183	22 111	22 885	774
Dépenses budgétaires						
Dépenses de programmes	-4 886	-4 894	-8	-21 626	-22 120	-494
Service de la dette	-703	-699	4	-2 720	-2 763	-43
Total	-5 589	-5 593	-4	-24 346	-24 883	-537
Entités consolidées⁽²⁾						
Organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux	323	262	-61	559	723	164
Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	-17	-20	-3	-34	-38	-4
Fonds des générations	102	84	-18	329	363	34
Total	408	326	-82	854	1 048	194
Surplus (Déficit)	-45	52	97	-1 381	-950	431
Surplus (Besoins) non budgétaires consolidés	1 031	820	-211	-2 923	-3 577	-654
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS CONSOLIDÉS	986	872	-114	-4 304	-4 527	-223

(1) Aux fins de comparaison, les dépenses de l'année 2013-2014 ont été redressées pour tenir compte des changements apportés par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science aux taux mensuels de répartition des dépenses de transfert pour les établissements privés, ainsi que de la prise en compte des résultats réels de l'ensemble des organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux.

(2) Le détail des opérations par type d'entité est présenté à la page 6 de ce rapport.

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Revenus du fonds général (en millions de dollars)

(Données non vérifiées)

Revenus par source	Juillet			Avril à juillet		
	2013	2014	Variation %	2013-2014	2014-2015	Variation %
Revenus autonomes excluant les entreprises du gouvernement						
Impôt sur le revenu et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	1 224	1 170	-4,4	5 968	6 237	4,5
Cotisations au Fonds des services de santé	576	624	8,3	2 238	2 317	3,5
Impôts des sociétés	266	282	6,0	937	988	5,4
Taxes à la consommation	1 258	1 436	14,1	5 580	5 892	5,6
Autres sources	165	160	-3,0	644	627	-2,6
Total des revenus autonomes excluant les entreprises du gouvernement	3 489	3 672	5,2	15 367	16 061	4,5
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	298	280	-6,0	1 278	1 256	-1,7
Total des revenus autonomes	3 787	3 952	4,4	16 645	17 317	4,0
Transferts fédéraux						
Péréquation	653	774	18,5	2 611	3 095	18,5
Transferts pour la santé	428	402 ⁽¹⁾	-6,1	1 713	1 611 ⁽¹⁾	-6,0 ⁽¹⁾
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	129	132	2,3	515	528	2,5
Autres programmes	52	59	13,5	281	334	18,9
Sous-total	1 262	1 367	8,3	5 120	5 568	8,8
Harmonisation de la TVQ à la TPS - Compensation	87 ⁽²⁾	—	—	346 ⁽²⁾	—	—
Total des transferts fédéraux	1 349	1 367	1,3	5 466	5 568	1,9
REVENUS BUDGÉTAIRES	5 136	5 319	3,6	22 111	22 885	3,5

(1) Conformément aux orientations du budget 2014-2015 du 4 juin 2014, une somme de 430 M\$ provenant des transferts pour la santé est affectée en 2014-2015 au Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux (FINESSS) lequel fait partie des entités consolidées. Cette affectation est répartie tout au long de l'année 2014-2015, à raison de 36 M\$ par mois, et est déjà déduite des transferts pour la santé. N'aurait été cette affectation, la variation aurait été de 2,4 % au lieu de -6,0 %.

(2) La comptabilisation des revenus provenant de la compensation fédérale relative à l'harmonisation des taxes de vente est faite au rythme de la constatation des dépenses financées par cette compensation. Conséquemment, le versement de 1 467 M\$ reçu à ce titre en 2013-2014 a été réparti tout au long de l'année 2013-2014 à raison de 86 M\$ par mois pour les dépenses du service de dette. En outre, l'affectation d'une somme de 430 M\$ de cette compensation au FINESSS a également été répartie tout au long de l'année, à raison de 36 M\$ par mois.

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Dépenses du fonds général (en millions de dollars)

(Données non vérifiées)

Dépenses par mission	Juillet			Avril à juillet		
	2013 ⁽¹⁾	2014	Variation %	2013-2014 ⁽¹⁾	2014-2015	Variation %
Dépenses de programmes						
Santé et services sociaux	2 562	2 662	3,9	10 711	11 010	2,8
Éducation et culture	770	738	-4,2	5 454	5 629	3,2
Économie et environnement	632	568	-10,1	2 011	1 879	-6,6
Soutien aux personnes et aux familles	526	536	1,9	2 089	2 174	4,1
Gouverne et justice	396	390	-1,5	1 361	1 428	4,9
Total des dépenses de programmes	4 886	4 894	0,2	21 626	22 120	2,3
Service de la dette	703	699	-0,6	2 720	2 763	1,6
DÉPENSES BUDGÉTAIRES	5 589	5 593	0,1	24 346	24 883	2,2

(1) Aux fins de comparaison, les dépenses de l'année 2013-2014 ont été redressées pour tenir compte des changements apportés par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science aux taux mensuels de répartition des dépenses de transfert pour les établissements privés, ainsi que de la prise en compte des résultats réels de l'ensemble des organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux.

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Détail des opérations des entités consolidées
(en millions de dollars)

(Données non vérifiées)

Juillet 2014									
	Fonds spéciaux	Fonds des générations	Comptes à fin déterminée	Transferts (dépenses) liés au régime fiscal	Organismes autres que budgétaires	Réseaux santé et éducation ⁽¹⁾	Total	Ajustements de consolidation ⁽²⁾	Total
Revenus	930	84	277	698	2 184	—	4 151	-2 070	2 081
Dépenses									
Dépenses	-754	—	-277	-696	-1 816	-20	-3 563	1 952	-1 581
Service de la dette	-153	—	—	—	-79	—	-262	88	-174
Total	-937	—	-277	-696	-1 895	-20	-3 825	2 070	-1 755
RÉSULTATS	-7	84	—	—	289	-20	326	—	326
Avril à juillet 2014									
	Fonds spéciaux	Fonds des générations	Comptes à fin déterminée	Transferts (dépenses) liés au régime fiscal	Organismes autres que budgétaires	Réseaux santé et éducation ⁽¹⁾	Total	Ajustements de consolidation ⁽²⁾	Total
Revenus	3 712	363	354	2 162	7 745	—	14 336	-7 557	6 779
Dépenses									
Dépenses	-2 877	—	-354	-2 162	-7 045	-38	-12 276	7 200	-5 076
Service de la dette	-690	—	—	—	-322	—	-1 012	357	-655
Total	-3 387	—	-354	-2 162	-7 387	-38	-13 288	7 557	-5 731
RÉSULTATS	345	363	—	—	378	-38	1 048	—	1 048

(1) Les résultats des réseaux sont présentés selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

(2) Les ajustements de consolidation incluent l'élimination des dépenses de programmes du fonds général.

Le prochain rapport mensuel, soit celui au 31 août 2014, sera publié le 21 novembre 2014.

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances au 418 528-7382.

Le rapport est également publié sur le site Internet du ministère des Finances : www.finances.gouv.qc.ca.

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Mardi 2 décembre 2014

Le point sur la situation
économique et financière
du Québec

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

La croissance économique au Québec devrait atteindre 1,6 % en 2014 et 1,9 % en 2015. Elle a été de 1,0 % en 2013.

La progression du PIB réel en 2014 et en 2015 sera soutenue par les exportations, qui devraient augmenter de plus de 3 % par année. La vigueur des exportations stimulera la croissance de la demande intérieure.

La création d'emplois devrait être plus soutenue en 2015, avec l'évolution favorable des exportations et la bonne tenue de la consommation.

Le taux de chômage devrait diminuer à 7,7 % en 2015, après avoir atteint 7,8 % en moyenne en 2014.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC (variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015
Produit intérieur brut réel	1,0	1,6	1,9
Exportations	0,4	3,1	3,5
Indice des prix à la consommation	0,7	1,5	2,1
Mises en chantier (en milliers d'unités)	37,8	38,3	36,2
Création d'emplois (en milliers)	47,8	-1,6	31,8
Taux de chômage (en %)	7,6	7,8	7,7
Marchés financiers canadiens (en %)			
Taux cible du financement à un jour	1,0	1,0	1,0
Bons du Trésor du Canada - 3 mois	1,0	0,9	1,1
Obligations du Canada - 10 ans	2,3	2,3	2,8
Dollar canadien (en cents américains)	96,6	90,5	86,2

AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

La reprise graduelle de l'économie du Québec permet de maintenir les objectifs budgétaires du dernier budget, soit la réduction du déficit à 2 350 millions de dollars en 2014-2015, le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 et son maintien par la suite.

Près de 85 % des mesures sont maintenant identifiées pour atteindre l'équilibre budgétaire en 2015-2016.

La croissance des dépenses consolidées s'établira à 2,2 % en 2014-2015 et à 1,2 % en 2015-2016. Celle des revenus s'établira à 2,9 % et à 4,0 % respectivement pour ces deux années.

LA RÉDUCTION DE LA DETTE

Les objectifs de réduction de la dette inscrits dans la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations* sont maintenus. Pour l'année financière 2025-2026, la dette brute ne pourra excéder 45 % du PIB et la dette représentant les déficits cumulés ne pourra excéder 17 % du PIB.

Pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, les revenus dédiés au Fonds des générations devraient atteindre respectivement 1 285 millions de dollars, 1 617 millions de dollars et 2 288 millions de dollars.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - AUTOMNE 2014 (en millions de dollars)

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Revenus consolidés						
Revenus autonomes	74 681	77 108	80 501	83 223	85 859	88 153
Transferts fédéraux	18 550	18 805	19 249	19 717	20 357	20 873
Total des revenus consolidés	93 231	95 913	99 750	102 940	106 216	109 026
Dépenses consolidées						
Dépenses	-84 336	-86 332	-87 058	-88 658	-90 647	-92 494
Service de la dette	-10 598	-10 646	-11 075	-11 594	-11 893	-12 295
Total des dépenses consolidées	-94 934	-96 978	-98 133	-100 252	-102 540	-104 789
Provisions pour éventualités	—	—	—	-400	-400	-400
SURPLUS (DÉFICIT)	-1 703	-1 065	1 617	2 288	3 276	3 837
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-1 121	-1 285	-1 617	-2 288	-2 826	-3 162
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽¹⁾	-2 824	-2 350	—	—	450	675

(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2014-2015 À 2016-2017

(en millions de dollars)

	2014-2015 ^P						
	Budget de juin 2014	Revisions	Programme révisé	Réalisé ⁽¹⁾	À réaliser	2015-2016 ^P	2016-2017 ^P
FONDS GÉNÉRAL							
Besoins financiers nets ^{(2),(3)}	4 165	9	4 174			1 996	717
Remboursements d'emprunts	7 701	274	7 975			7 082	10 533
Variation de l'encaisse ⁽⁴⁾	-5 610	-195	-5 805			—	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽⁵⁾	—	500	500			—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁶⁾	-55	142	87			—	—
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	300	—	300			—	—
FONDS GÉNÉRAL	6 501	730	7 231			9 078	11 250
FONDS DE FINANCEMENT	7 533	-500	7 033			8 703	6 998
Sous-total – Fonds général et Fonds de financement	14 034	230	14 264	13 476	788	17 781	18 248
FINANCEMENT-QUÉBEC	1 000	—	1 000	—	1 000	1 000	1 000
TOTAL	15 034	230	15 264	13 476	1 788	18 781	19 248
Dont : remboursements d'emprunts ⁽⁷⁾	12 363	320	12 683			10 215	14 898

P : Prévisions.

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Emprunts réalisés ou négociés en date du 21 novembre 2014.

(2) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du Fonds de financement.

(3) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.

(4) Correspond aux emprunts réalisés par anticipation de l'année précédente.

(5) Les dépôts au FARR sont facultatifs; ils ne sont inscrits dans le programme de financement qu'une fois qu'ils ont été effectués.

(6) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite des mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.

(7) Les montants comprennent les remboursements d'emprunts, pour les années 2014-2015 à 2016-2017, du fonds général (7 975 M\$, 7 082 M\$ et 10 533 M\$), du Fonds de financement (1 197 M\$, 1 253 M\$ et 1 257 M\$) et de Financement-Québec (3 511 M\$, 1 880 M\$ et 3 108 M\$).

Le gouvernement emprunte au plus bas coût possible, en tablant sur une stratégie de diversification des sources de financement en fonction des marchés, des instruments financiers et des échéances.

Jusqu'à maintenant, en 2014-2015, le gouvernement a réalisé 19,4 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, soit :

- une émission de 1 600 millions de dollars américains (1 788 M\$ CA) en octobre 2014;
- trois émissions totalisant 400 millions de dollars australiens (387 M\$ CA) en septembre 2014;
- une émission de 375 millions de francs suisses (433 M\$ CA) en novembre 2014.

Pour les emprunts réalisés jusqu'à maintenant en 2014-2015, 20,9 % avaient une échéance de moins de 10 ans, 50,7 % avaient une échéance de 10 ans et 28,4 % avaient une échéance de 30 ans et plus.

Le gouvernement a effectué en 2013-2014 des emprunts par anticipation d'un montant de 5 805 millions de dollars. La moyenne des dix dernières années se situe à 4 452 millions de dollars par année.

Le programme de financement s'établit à 15 264 millions de dollars en 2014-2015, et devrait s'établir à 18 781 millions de dollars en 2015-2016 et à 19 248 millions de dollars en 2016-2017.

Au 31 mars 2014, l'échéance moyenne de la dette s'élevait à un peu plus de 11 ans.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote de crédit	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
DBRS	A (high)	Stable
Fitch	AA-	Négative
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances
12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca

Finances
Québec 